

Compte rendu de séance

Séance du 19 Octobre 2016

L' an 2016 et le 19 Octobre à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances ,Mairie de LAMARCHE sous la présidence de
VAGNE Daniel Maire

Présents : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : BOURCIER Joelle, CAYTEL Marie Louise, FLORIOT Anne-Marie, LEGOUPIL Carole, MM : CONTAUX Jean-Benoît, FIEUTELOT Guy, GARILLON Christian, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, SENESSION Laurent

Absent(s) ayant donné procuration : Mme PIERROT Myriam à M. VAGNE Daniel, M. MAYOUD Stéphane à Mme FLORIOT Anne-Marie
Absent(s) : Mmes : LASSALLE Cécile, PETIT Angélique

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 11

Date de la convocation : 13/10/2016

Date d'affichage : 13/10/2016

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture de NEUFCHATEAU
le : 19/10/2016

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

CONVENTION DE SALAGE ET DE FAUCHAGE AVEC LA COMMUNE DE VILLOTTE - 2016/049
CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT
AGENCE POSTALE COMMUNALE - 2016/050
CONTRAT D ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES PAR LE CENTRE DE GESTION -
2016/051
NOUVELLE SALLE DE REUNION : ATTRIBUTION
- 2016/052
VENTE PARCELLE N° 593 A MR DOS SANTOS CARLOS
- 2016/053
CREATION MAISON PAROISSIALE : ECHANGE PARCELLE DIOCESE/COMMUNE
- 2016/054
VENTE PARCELLE 575 A MR CAYTEL RENE
- 2016/055
DESTINATION DES COUPES 2017 - 2016/056

FORETS

ETAT D'ASSIETTE 2017 - 2016/057

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT D'ENTRETIEN PAR LA CCML - 2016/058

CONVENTION DE SALAGE ET DE FAUCHAGE AVEC LA COMMUNE DE VILLOTTE

réf : 2016/049

Pour répondre à un besoin exceptionnel de la Commune de Villotte,

Monsieur le maire propose de passer une convention avec la commune de Villotte pour le salage des rues et le fauchage une fois par an des chemins communaux de Villotte aux tarifs de :

60 €/heure pour le fauchage des chemins communaux,

50 €/heure pour le salage des rues et 90 €/heures le week-end et jours fériés.

Le Conseil Municipal,

après en avoir délibéré,

- accepte la convention pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une des parties trois mois avant le terme du contrat,

- autorise le maire à signer la convention.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT AGENCE POSTALE COMMUNALE

réf : 2016/050

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34 et 3-3-5° ;

Sur proposition de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

décide :

- la création à compter du 1er novembre 2016 d'un emploi permanent d'un Agent Administratif territorial de 2ème classe relevant de la catégorie hiérarchique C à temps non complet pour 20 heures hebdomadaires.

Cet emploi sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de maximum 3 ans, compte tenu de la création d'une agence postale communale.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

• L'agent devra justifier d'un diplôme de fin d'études secondaires, et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

CONTRAT D ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES PAR LE CENTRE DE GESTION

réf : 2016/051

Le Maire rappelle que la commune a, par la délibération du 25 septembre 2012, demandé au Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Vosges de négocier un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, par application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986;

Le Maire expose que le Centre De Gestion a communiqué à la Commune :

-les résultats le concernant. Une fiche récapitulative et une proposition d'assurance ont été envoyées par le Centre de Gestion pour détailler les tarifs disponibles par franchise (10, 15 ou 30 Jours).

-La convention de gestion entre la collectivité et le CDG88 prévoit, entre autres, les missions et tâches de chacune des deux parties ainsi que l'application :

- d'un forfait annuel d'adhésion de 100 euros
- d'une cotisation additionnelle annuelle d'un montant correspondant à 0,4% du TBI+NBI. Pour rappel : TBI : Traitement Brut Indiciaire ; NBI : Nouvelle Bonification Indiciaire.

Cette cotisation additionnelle permet de financer les actions et tâches que prend en charge le Centre de Gestion des Vosges en lieu et place de l'assureur et de son courtier.

Ces actions consistent :

- A gérer au quotidien l'ensemble des déclarations de sinistres transmises par la collectivité via l'application AGIRHE. Assurer et suivre le remboursement de l'assureur auprès de la collectivité.
- Assurer la déclaration des bases de l'assurance à fréquence annuelle via l'application AGIRHE.
- Suivre les processus d'adhésion et de résiliation du ou des contrats de la collectivité.
- Assurer un développement informatique de l'application AGIRHE pour faciliter et optimiser la gestion et le suivi du contrat par la collectivité.
- Répondre à toutes les questions relatives à la gestion et au conseil statutaire lié aux indisponibilités des agents de la collectivité (absences de toutes natures : Maladie Ordinaire (MO), Congé de longue maladie/longue durée (CLM/CLD), Accident du Travail / Maladie Professionnelle (AT/MP), Maternité (MAT), Décès (DC).
- Gérer et piloter le suivi de l'absentéisme des agents de la collectivité par l'intermédiaire de retours statistiques, d'alertes et le cas échéant de comités locaux ou départementaux de pilotage.
- Activer et assurer le suivi des services annexes liés au retour ou au maintien dans l'emploi : soutien psychologique, étude ergonomique des postes de travail, contre-visite et expertise médicale, ainsi que toute autre action s'inscrivant dans l'optique d'un retour ou maintien dans l'emploi de l'agent.
- Assurer le suivi des demandes de recours gracieux avec l'assureur dans le cadre de retards de déclaration, retards de transmission des pièces justificatives.
- Assurer une transmission de toutes les données relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles auprès de la banque de données européenne PRORISQ.
- Assurer la remontée des informations liées au recours contre tiers responsable de manière à diminuer le reste à charge pour l'assureur et ainsi maintenir des taux de cotisations optimisés pour la collectivité.
- Assurer le lien avec les instances médicales (Comité Médical et Commission de Réforme) : transmission automatique des avis au service ASSURANCE, mise en place des contrôles médicaux ou expertises médicales.
- Assurer toute autre mission visant la couverture des risques assurés et le bon déroulement des relations contractuelles avec l'assureur et son courtier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres De Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

- **décide** d'accepter la proposition suivante : Durée du contrat : 4 ans : date d'effet au 01/01/2017.

Agents Permanents Titulaires ou Stagiaires immatriculés à la C.N.R.A.C.L.

Risques garantis : **Tous les risques avec une franchise de 10, 15 ou 30 jours par arrêt en Maladie Ordinaire (option à préciser lors de la signature de la proposition d'assurance).**

Conditions tarifaires de base (hors option): **5.16% avec 15 jours de franchise en maladie ordinaire (évolutif selon les franchises choisies de 10 jours (5.47%) ou 30 jours (4.69%). Aucune franchise sur les autres risques. Couverture intégrale des risques sans limitation de montant ni de durée.**

Agents Titulaires ou Stagiaires (moins de 28 heures de travail par semaine) et des Agents Non-Titulaires affiliés au régime général et à l'IRCANTEC.

Risques garantis : Accident de service / maladie professionnelle, Maladies Graves, Maternité, Paternité, Adoption, maladie ordinaire.

Conditions tarifaires de base (hors option): **1.20 % avec 10 jours de franchise sur la maladie ordinaire. Aucune franchise sur les autres risques. Couverture intégrale des risques sans limitation de montant ni de durée.**

- autorise le Maire à :

- Opter pour la couverture des agents CNRACL et/ou IRCANTEC,
- Choisir les franchises et options (prise en charge totale ou partielle des charges patronales, primes et indemnités, Supplément Familial de Traitement, Indemnité de Résidence).
- Signer tout document contractuel résultant de la proposition du Centre de Gestion : proposition d'assurance, certificats d'assurance (contrats) et convention de gestion intégrant un forfait annuel d'adhésion de cent euros ainsi qu'une cotisation additionnelle annuelle de 0,4% du TBI+NBI.
- Mandater le Centre de Gestion pour :
 - le lancement d'un nouveau marché en cas de modification des conditions contractuelles (augmentation conséquente des taux de cotisation à l'initiative de l'assureur).
 - La récupération, auprès de l'assureur ou de son courtier, de l'ensemble des données statistiques inhérentes aux périodes écoulées (cette modalité permettant de relancer très rapidement une nouvelle consultation sans solliciter les services de la collectivité).

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

NOUVELLE SALLE DE REUNION : ATTRIBUTION

réf : 2016/052

Sur proposition de Monsieur le Maire,
le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
décide d'attribuer la nouvelle salle de réunion créée à l'ancienne Perception aux associations lamarchoises.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

VENTE PARCELLE N° 593 A MR DOS SANTOS CARLOS

réf : 2016/053

Suite au courrier de Monsieur Dos Santos Carlos concernant sa demande d'achat de la parcelle N° 593 située "la Gibombarde" à Lamarche d'une surface de 147 m2,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal la vente de cette parcelle :

au prix de 3.50 € le m2 soit 514.50 €,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- accepte la vente de la parcelle,
- demande au notaire de créer une servitude : droit de passage pour terrains enclavés,
- autorise le Maire à signer l'acte notarié.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

CREATION MAISON PAROISSIALE : ECHANGE PARCELLE DIOCESE/COMMUNE

réf : 2016/054

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que

- le Diocèse de Saint Dié a décidé d'édifier une Maison Paroissiale à Lamarche sur le terrain sect G, n° 977,

- pour implanter le bâtiment selon la réglementation en vigueur, le projet implique d'empiéter sur une petite parcelle triangulaire d'environ 220 m2 de la commune sur le terrain sect G n°861 près du Gymnase,

le Diocèse sollicite l'accord de la commune pour l'acquisition de cette parcelle, qui peut se faire soit sous la forme d'une acquisition soit sous la forme d'un échange de terrain

Après délibération,
le Conseil Municipal est favorable à l'échange de terrain,
autorise le Maire à signer les documents et les actes notariés.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

VENTE PARCELLE 575 A MR CAYTEL RENE

réf : 2016/055

Sur demande de Monsieur Caytel René,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal la vente de la parcelle boisée sise au lieu -dit "le Bosquet" à Lamarche Aureil Maison,

n° 575 section C, d'une surface de 1 250 m2 au prix de 2 000 €,

le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- accepte la vente de la parcelle à Monsieur Caytel René, au prix de 2 000 €,
- autorise le maire à signer l'acte notarié.

A la majorité (pour : 6 contre : 1 abstentions : 6)

DESTINATION DES COUPES 2017

réf : 2016/056

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, fixe comme suit :

la destination des produits des coupes de la parcelle 52a figurant à l'état d'assiette de l'exercice 2017 :

- vente après façonnage (campagne 2016/2017) de la totalité des produits à un professionnel,
- demande l'exportation des rémanents.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

FORETS

ETAT D'ASSIETTE 2017

réf : 2016/057

Suite à la réunion de la commission Forêts,

Monsieur le Maire explique qu'il y a lieu d'entériner la proposition de coupes établie par l'Office National des Forêts pour l'exercice 2017 dans la forêt communale .

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

- accepte l'état d'assiette dans sa totalité,
- demande à l'ONF d'asseoir les coupes de l'exercice 2017 conformément à son courrier du 14 septembre 2016.

- Demande le martelage des parcelles suivantes :

Amélioration :

P 1u , 71, 72, 8, 16a ,17a, 52a, 53a, 78u, 80u, 88u, 25u, 3u,

Régénération :

P 84u, 47r, 59r, 2 a.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN AGENT D'ENTRETIEN PAR LA CCML

réf : 2016/058

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que,

conformément à l'article 1 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition,

La Communauté de Communes des Marches de Lorraine met à disposition de la commune de Lamarche un agent contractuel , à compter du 1er novembre 2016 et pour toute la durée du contrat de travail de l'agent, pour y exercer à raison de 10 heures par semaine les fonctions de Agent d'entretien.

Par ailleurs, en application de l'article 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 2 II du décret n° 2008-580 précité, la mise à disposition donne lieu à remboursement :

La Commune de LAMARCHE remboursera à la Communauté de Communes des Marches de Lorraine le coût total de la rémunération de l'agent (cotisations et contributions comprises, aide de l'Etat déduite), au prorata du nombre d'heures mis à disposition. La communauté de communes établira un titre de manière trimestrielle.

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

Vu le projet de convention de mise à disposition de personnel entre la Communauté de Communes des Marches de Lorraine et La Commune de LAMARCHE,

Vu l'exposé de M. le Maire,

DECIDE :

- d'adopter la proposition de convention de la CCML,
- autorise le Maire à signer la convention.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Séance levée à: 21h30

En mairie, le 20/10/2016
Le Maire, Daniel VAGNE